

# PREFECTURE DU TARN

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LE PUBLIC

Bureau de l'environnement  
et du cadre de vie

Affaire suivie par M. Moran  
tél : 83 45 61 90  
Référence : hd/9601-083  
n° 4350

## Arrêté portant mise en demeure de respecter les prescriptions annexées à un arrêté d'autorisation

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

Vu le décret du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976,

Vu les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 12 février 1996 autorisant la SARL CODINA & Fils à continuer l'exploitation d'un dépôt de ferrailles, de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage au lieu-dit "En Payre" commune de LESCOUT,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour préserver la qualité des eaux, la salubrité et la tranquillité du voisinage, de mettre en demeure la SARL CODINA & Fils de respecter les prescriptions annexées à l'arrêté du 12 février 1996 susvisé,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

### Arrête

**Article 1er :** La SARL CODINA & Fils est mise en demeure de se conformer aux dispositions prévues aux paragraphes A3, B8 et D des prescriptions annexées à l'arrêté du 12 février 1996 l'autorisant à continuer l'exploitation d'un dépôt de ferrailles, de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage au lieu-dit "En Payre" commune de LESCOUT.

A cet effet, elle devra avant le :

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

- 15 mai 1996 aménager des emplacements spéciaux pour le stockage des huiles usagées, des batteries, des objets suspects etc... Emplacements prévus au paragraphe A3 des prescriptions susvisées,

- 15 août 1996 aménager l'aire réservée à la presse cisaille et au stockage des ferrailles préparées après passage à la presse cisaille de telle façon que tous les effluents soient récupérés et traités avant rejet au milieu conformément aux paragraphes B8 et D des prescriptions susvisées,

**Article 2 :** Faute pour la SARL CODINA & Fils de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée qui stipule :

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé.

Si à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites,

- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux, il est, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines,

- soit suspendre par arrêté, après avis du conseil départemental d'hygiène, le fonctionnement de l'installation jusqu'à exécution des conditions imposées.

**Article 3 :** Conformément à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, la présente décision peut être déferée à la juridiction administrative (tribunal administratif) par la SARL CODINA & Fils dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de l'arrondissement de CASTRES, le maire de LESCOUT, le directeur départemental des services d'incendie et de secours et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera déposée à la mairie de LESCOUT pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Fait à ALBI, le

13 FEV. 1996

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Daniel FEREY

Pour ampliation :

L'Attaché de Préfecture Délégué,



Gérard BILLEREAU